

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

F. 95 — 1434

[C — 27219]

6 AVRIL 1995. - Décret modifiant la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1er. Le présent décret règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

Art. 2. L'article 7 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale est remplacé par la disposition qui suit :

"Pour pouvoir être élu membre effectif ou suppléant d'un conseil de l'aide sociale, il faut :

- 1° être Belge;
- 2° être âgé de 18 ans au moins;
- 3° avoir sa résidence principale dans le ressort du centre.

Ne sont pas éligibles :

- 1° ceux qui sont privés du droit d'éligibilité par condamnation;
- 2° ceux qui sont exclus de l'électorat par application de l'article 6 du Code électoral;
- 3° ceux qui sont frappés de la suspension des droits électoraux par application de l'article 7 du même Code;
- 4° ceux qui, sans préjudice de l'application des dispositions prévues aux 1° à 3°, ont été condamnés, même avec sursis, du chef de l'une des infractions prévues aux articles 240, 241, 243 et 245 à 248 du Code pénal, commises dans l'exercice de fonctions communales, cette inéligibilité cessant douze ans après la condamnation.

Les conditions d'éligibilité doivent être réunies au plus tard le jour de l'élection."

Art. 3. A l'article 9 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale, modifiée par la loi du 29 décembre 1988 et par la loi du 5 août 1992, le littéra c) est remplacé par ce qui suit :

"c. les membres du personnel de l'Etat, des Communautés, de la Région wallonne, de la Commission communautaire commune de Bruxelles-Capitale et des provinces, qui sont chargés d'une fonction de direction et qui participent directement au contrôle ou à la tutelle sur le centre intéressé, ainsi que le personnel de la commune desservie par le centre, à l'exception du personnel de l'enseignement communal".

Art. 4. 1° L'article 20ter suivant est inséré dans la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale.

"Art. 20ter. Le membre du Conseil de l'aide sociale qui en raison d'un handicap, ne peut exercer seul son mandat peut, pour l'accomplissement de ce mandat, se faire assister par une personne de confiance choisie parmi les électeurs de la commune qui satisfait aux conditions d'éligibilité pour le mandat de membre du Conseil de l'aide sociale, et qui n'est pas membre du personnel communal ni du personnel du Centre public d'aide sociale de la commune concernée.

Pour l'application de l'alinéa 1er, les critères déterminant la qualité de conseiller handicapé au niveau communal sont pris en compte.

Lorsqu'elle fournit cette assistance, la personne de confiance dispose des mêmes moyens et est soumise aux mêmes obligations que le membre du Conseil de l'aide sociale. Elle n'a toutefois pas droit à des jetons de présence."

2° A l'article 20 de la même loi, après les mots "les membres du Conseil de l'aide sociale", les mots "et les personnes de confiance visées à l'article 20ter" sont insérés.

Art. 5. Le premier alinéa de l'article 37 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale est complété comme suit :

4. d'intervenir comme conseil d'un membre du personnel en matière disciplinaire;
5. d'intervenir comme délégué ou technicien d'une organisation syndicale dans un comité de négociation ou de concertation de la commune ou du Centre public d'aide sociale."

Art. 6. dans l'article 110, alinéa 2, de la même loi, modifié par la loi du 5 août 1992, les mots "auquel l'acte a été transmis à" sont remplacés par les mots "où l'acte a été reçu par".

Art. 7. Un article 110bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

"Art. 110bis. Le jour de la réception de l'acte, qui est le point de départ d'un délai imparti à l'autorité de tutelle, n'y est pas inclus.

Le jour de l'échéance d'un délai imparti à l'autorité de tutelle est compté dans le délai. Toutefois, lorsque ce jour est un samedi, un dimanche ou un jour férié, le jour de l'échéance est reporté au jour ouvrable suivant.

On entend par jour férié au sens du présent décret les jours suivants : le 1er janvier, le lundi de Pâques, le 1er mai, l'Ascension, le lundi de Pentecôte, le 21 juillet, le 15 août, le 27 septembre, les 1er, 2, 11 et 15 novembre, les 25 et 26 décembre ainsi que les jours déterminés par décret ou par arrêté du Gouvernement."

Art. 8. 1° A l'article 11, § 1er, alinéa 1er, de la même loi, les mots "dans les quinze jours" et les mots "et au Gouverneur de province" sont supprimés.

2° A l'article 111, § 1er, de la même loi, sont ajoutés les deux alinéas suivants :

"Sans préjudice de l'obligation de transmettre au Gouverneur de province les délibérations soumises à l'autorisation ou à l'approbation d'une autorité de tutelle autre qu'une autorité communale et du droit d'évocation du Gouverneur de toute délibération, le Gouvernement détermine les décisions des organes du Centre public d'aide sociale qui doivent être transmises au Gouverneur.

La transmission des décisions aux autorités de tutelle se fait dans les quinze jours de leur adoption par les organes du Centre public d'aide sociale."

(1) Session 1994-1995.

Documents du Conseil, 314 (1994-1995) N° 1 à 5.

Compte-rendu intégral. — Séance publique du 5 avril 1995. Discussion. Vote.

Art. 9. A l'article 112 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

1° L'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 3 et 4 :

"Le Centre public d'aide sociale ou toute personne intéressée peut introduire un recours auprès du Gouvernement dans les trente jours de la notification de l'arrêté d'annulation du Gouverneur. Dans ce cas, la décision du Gouvernement est notifiée aux intéressés dans les quarante jours de la réception du recours. Le Gouvernement peut proroger ce délai par un délai de même durée."

2° Au dernier alinéa du même article, les mots "du délai fixé au deuxième alinéa" sont remplacés par les mots "de ces délais".

Art. 10. § 1er. L'article 8 du présent décret entre en vigueur à la date de publication au *Moniteur belge* de l'arrêté pris en application de l'article 8, 2°, du présent décret.

§ 2. Les délibérations prises par les centres publics d'aide sociale avant l'entrée en vigueur du présent décret restent soumises, en ce qui concerne la tutelle et le recours ouvert contre ces décisions, aux dispositions légales qui étaient en vigueur en la matière avant l'entrée en vigueur du présent décret.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 6 avril 1995.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E., des Relations extérieures et du Tourisme,
R. COLLIGNON

Le Ministre du Développement technologique, de la Recherche scientifique,
de l'Emploi et de la Formation professionnelle,
A. LIENARD

Le Ministre des Affaires intérieures, de la Fonction publique et du Budget,
B. ANSELME

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, du Patrimoine et des Transports,
A. BAUDSON

Le Ministre des Travaux publics,
J.-P. GRAFE

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,
W. TAMINIAUX

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 95 — 1434

[C - 27219]

6 APRIL 1995.- Decreet houdende wijziging van de organieke wet van 8 juli 1976
betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :
Artikel 1. Dit decreet regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een materie bedoeld in artikel 128 van de Grondwet.

Art. 2. Artikel 7 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Om tot werkend lid van een raad voor maatschappelijk welzijn of tot opvolger te kunnen gekozen worden moet men :

1° Belg zijn;

2° ten minste 18 jaar zijn;

3° zijn hoofdverblijf hebben in de gebiedsomschrijving van het centrum.

De volgende personen zijn onverkiesbaar :

1° degenen die bij veroordeling ontzet zijn van het recht om verkozen te worden;

2° degenen die overeenkomstig artikel 6 van het Kieswetboek van het kiesrecht uitgesloten zijn;

3° degenen die overeenkomstig artikel 7 van het Kieswetboek geschorst zijn in de uitoefening van hun kiesrecht;

4° degenen die, onverminderd de toepassing van de bepalingen bedoeld in 1° tot 3°, veroordeeld zijn, zelfs voorwaardelijk, wegens één van de in de artikelen 240, 241, 243 en 245 tot 248 van het Strafwetboek vermelde inbreuken, gepleegd bij het vervullen van gemeentelijke taken; deze onverkiesbaarheid houdt op twaalf jaar na de veroordeling.

De voorwaarden van verkiesbaarheid moeten vervuld zijn uiterlijk op de dag van de verkiezing."

Art. 3. In artikel 9 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, gewijzigd bij de wetten van 29 december 1988 en 5 augustus 1992, wordt punt e) als volgt vervangen :

"e) de Rijksambtenaren en de ambtenaren van de Gemeenschappen, het Waalse Gewest, de Gemeentelijke Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad en de provincies, die met een bestuurstaak belast zijn en rechtstreeks deelnemen aan de controle of het toezicht op het betrokken centrum, alsook het personeel van de door het centrum bediende gemeente, met uitzondering van het personeel van het gemeentewonderwijs".

(1) Zitting 1994-1995.

Stukken van de Raad, 314 (1994-1995) nrs. 1 tot 5.

Volledig verslag. — Openbare vergadering van 5 april 1995. Bespreking. Stemming.

Art. 4. 1° Het volgende artikel 20 ter wordt in de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn ingevoegd.

"Art. 20ter. Het lid van de Raad voor maatschappelijk welzijn dat wegens een handicap niet in staat is zijn mandaat alleen uit te oefenen, mag zich laten bijstaan door een vertrouwensman gekozen tussen de kiezers van de gemeente, die voldoet aan de voorwaarden van verkiesbaarheid voor dat mandaat en die geen lid is van het gemeentepersoneel noch van het personeel van het Centrum voor maatschappelijk welzijn van de betrokken gemeente.

Voor de toepassing van de eerste alinea wordt rekening gehouden met de criteria die de hoedanigheid van gehandicapte adviseur op gemeentelijk vlak bepalen.

Als hij zijn bijstand verleent, beschikt de vertrouwensman over dezelfde middelen en is hij onderworpen aan dezelfde verplichtingen als het lid van de raad voor maatschappelijk welzijn. Hij heeft echter geen recht op presentiegeld.

2° In artikel 20 van dezelfde wet worden, na de woorden "de leden van de raad voor maatschappelijk welzijn", de woorden "en de vertrouwensman bedoeld in artikel 20ter" ingevoegd.

Art. 5. De eerste alinea van artikel 37 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn wordt aangevuld als volgt :

"4. Als raadsman van een personeelslid in tuchtzaken tussen te komen;

5. Als afgevaardigde of technicus van een vakorganisatie in een onderhandelings- of overlegcomité van de gemeente of het Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn tussen te komen".

Art. 6. In artikel 110, tweede alinea van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 5 augustus 1992 worden de woorden "waarop de akte aan ... werd toegezonden" vervangen door de woorden "waarop de akte door ... ontvangen werd".

Art. 7. In dezelfde wet wordt een artikel 110bis ingevoegd dat als volgt luidt :

"Art. 110bis. De dag van ontvangst van de akte, waarop de aan de toezichthoudende overheid toegestane termijn aanvangt, is er niet in begrepen.

De vervalddag van een aan de toezichthoudende overheid toegestane termijn is in de termijn berekend. Maar als die dag een zaterdag, zondag of een officiële feestdag is, dan wordt de vervalddag naar de volgende werkdag verschoven.

In de zin van dit decreet worden de volgende dagen als een "officiële feestdag" beschouwd : 1 januari, Paasmaandag, 1 mei, Hemelvaart, Pinkstermaandag, 21 juli, 15 augustus, 27 september, 1, 2, 11 en 15 november, 25 en 26 december alsook de dagen bepaald bij decreet of besluit van de Regering."

Art. 8. 1° In artikel 111, § 1, eerste alinea, van dezelfde wet worden de woorden "binnen vijftien dagen" en de woorden "en aan de provinciegouverneur" geschrapt.

2° In artikel 111, § 1, van dezelfde wet worden de twee volgende alinea's toegevoegd :

"Onverminderd de verplichting de provinciegouverneur de beslissingen toe te zenden die onderworpen zijn aan de toestemming of de goedkeuring van een andere toezichthoudende overheid dan een gemeentelijke overheid en onverminderd het recht van de gouverneur om elke beslissing aan zich te trekken, bepaalt de Regering de beslissingen van de organen van het Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn die aan de gouverneur gezonden moeten worden.

De beslissingen worden binnen vijftien dagen na hun goedkeuring door de organen van het Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn aan de toezichthoudende overheid gezonden".

Art. 9. In artikel 112 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° De volgende alinea wordt tussen de alinea's 3 en 4 ingevoegd :

"Het Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn of elke betrokkene mag binnen dertig dagen na kennisgeving van het vernietigingsbesluit van de gouverneur een beroep bij de Regering indienen. In dit geval wordt de beslissing van de Regering binnen veertig dagen na ontvangst van het beroep aan de betrokkenen meegedeeld. De Regering kan deze termijn met een termijn van dezelfde duur verlengen."

2° In de laatste alinea van hetzelfde artikel worden de woorden "de in het tweede lid bepaalde termijn" vervangen door de woorden "van deze termijnen".

Art. 10. § 1. Artikel 8 van dit decreet treedt in werking de dag waarop het overeenkomstig artikel 8, 2°, van dit decreet genomen besluit in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

§ 2. De beslissingen die vóór de inwerkingtreding van dit decreet door de openbare centra voor maatschappelijk welzijn zijn genomen, blijven, wat betreft het toezicht en het beroep ingediend tegen die beslissingen, onderworpen aan de wettige bepalingen die vóór de inwerkingtreding van dit decreet terzake van kracht waren.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 6 april 1995.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme,
R. COLLIGNON

De Minister van Technologische Ontwikkeling, Wetenschappelijk Onderzoek, Tewerkstelling en Beroepsopleiding,
A. LIENARD

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Ambtenarenzaken en Begroting,
B. ANSELME

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Patrimonium en Vervoer,
A. BAUDSON

De Minister van Openbare Werken,
J.-P. GRAFE

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN